

Contribution de la Fédération des écomusées et musées de société (FEMS)

Pour un débat ouvert et partagé autour de la proposition de nouvelle définition du musée d'ICOM

Marseille, le 02 septembre 2019, Le conseil d'Administration,

Chers adhérents,

Comme vous l'avez certainement noté, l'ICOM a proposé une nouvelle définition du musée, publiée sur son site internet et ses réseaux sociaux le 25 juillet dernier, qui sera soumise au vote des adhérents durant l'assemblée générale extraordinaire de la conférence générale Kyoto 2019.

Cette définition a soulevé de nombreuses réactions parmi les professionnels français et européens sur les réseaux sociaux, souvent négatives. ICOM France a également réagi très rapidement en publiant un communiqué de presse le 1er août 2019, appelant à repousser ce vote pour mener un travail plus approfondi.

Le 31 août, Suay Aksoy, présidente du conseil international des musées (ICOM) a publié une lettre aux adhérents d'ICOM annonçant une révision du programme de la conférence générale, en réservant 90 minutes le 3 septembre prochain au débat. L'assemblée générale extraordinaire, programmé le 7 septembre 2019 est maintenue.

Le texte en question est le suivant :

« Les musées sont des lieux de démocratisation inclusifs et polyphoniques, dédiés au dialogue critique sur les passés et les futurs. Reconnaissant et abordant les conflits et les défis du présent, ils sont les dépositaires d'artefacts et de spécimens pour la société. Ils sauvegardent des mémoires diverses pour les générations futures et garantissent l'égalité des droits et l'égalité d'accès au patrimoine pour tous les peuples.

Les musées n'ont pas de but lucratif. Ils sont participatifs et transparents, et travaillent en collaboration active avec et pour diverses communautés afin de collecter, préserver, étudier, interpréter, exposer, et améliorer les compréhensions du monde, dans le but de contribuer à la dignité humaine et à la justice sociale, à l'égalité mondiale et au bien-être planétaire. »

Vous pouvez avoir un aperçu des fils de discussion qui ont émaillé la période estivale, où chacun d'entre nous n'était pas forcément connecté, notamment sur twitter avec le hastag #museumdefinition.

Durant l'été, certains d'entre nous ont aussi réfléchi à cette proposition de nouvelle définition et nous ont envoyé des éléments réflexifs. Ainsi, nous avons lu avec attention les contributions d'Hugues de Varine, « père » des écomusées et ancien directeur de l'ICOM de 1965 à 1974, d'Alexandre Delarge, ancien directeur de l'écomusée de Fresnes et ancien président de la FEMS et de Joëlle Le



Marec, professeur en sciences de l'information et de la communication, membre associée à la FEMS. Nous les remercions très sincèrement de leurs contributions.

Alors que notre Fédération s'emploie depuis sa création en 1989 à apporter des éléments de réflexion sur l'évolution de la notion de musée, à requestionner son rôle dans la société, il nous paraît primordial de prendre part à ce débat en tant que membre de droit d'ICOM France, et de faire connaître le point de vue des écomusées et musées de société qui forment notre réseau.

Et ce d'autant plus que notre année 2019 est placée sous le signe de l'héritage de Georges-Henri Rivière, un des fondateurs d'ICOM et son premier directeur. Après la journée d'étude qui lui a été consacrée à Marseille le 18 janvier dernier, la FEMS appellera ses membres à venir contribuer aux orientations de notre nouveau projet fédératif dans un séminaire programmé les 4 et 5 décembre prochains.

En termes de méthode, nous rejoignons la position d'ICOM France et regrettons de n'avoir pas pu – su – mieux mobiliser nos adhérents et leurs institutions dans un délai aussi court.

Les réflexions qui suivent ne sont donc que **l'esquisse de réactions à chaud** qui nécessiteront d'être partagées, débattues, synthétisés dans nos prochaines rencontres : l'opportunité se présentera lors du séminaire fédératif de décembre à l'écomusée de Fresnes, puis lors de l'Assemblée générale 2019, qui se tiendra dans le cadre de nos prochaines rencontres professionnelles, fin mars 2020 à Bordeaux. A l'écomusée des monts d'Arrée, au sein du Parc naturel d'Armorique, se tiendra aussi une journée de réflexion ouverte à tous le 9 octobre prochain, pour proposer une relecture de la notion d'écomusée, au prisme des enjeux actuels.

Avec cette nouvelle définition du musée proposée par ICOM, nous songeons rétrospectivement à plusieurs événements majeurs qui ont déjà invité à un repositionnement du musée et ont alimenté les réflexions sur son rôle social : la 9° conférence de l'ICOM à Grenoble en 1971 avec pour thème « Le musée au service des hommes, aujourd'hui et demain » et la table-ronde de Santiago du Chili, organisée sous l'impulsion d'Hugues de Varine en 1972 sous l'égide de l'UNESCO, tournant dans la muséologie avec le développement des musées communautaires. La définition des écomusées et musées de société de la FEMS adoptée en 2011 constitue aussi une évolution et un élargissement de la définition évolutive de GHR.

La Fédération des écomusées et des musées de société se réjouit donc que la définition du musée soit requestionnée, mais elle appelle à un travail de plus long terme, inclusif et démocratique.

Une définition trop complexe

La définition proposée comporte des orientations intéressantes, dans lesquels écomusées et musées de société se retrouvent largement, mais sa formulation nous semble inutilement complexe, verbeuse voire jargonnante.



La définition précédente, certes imparfaite, avait le mérite d'être intelligible et compréhensible par le plus grand nombre. Nous prônons donc un travail de synthèse pour parvenir à une définition compréhensible dès la première lecture, y compris pour des non-initiés,

Le musée, entre missions traditionnelles et nouveaux engagements

Cette définition est étonnante : la position critique défendue, certes très contemporaine dans les sciences sociales ne nous semble pas être de nature à définir une institution aussi complexe et plurielle que l'ensemble des musées concernés. Elle nous semble confondre définition et éléments d'une perspective théorique et critique, qui trouveraient mieux leur place dans d'autres types de documents, comme le code de déontologie.

Cette définition ne prend pas en compte le fait que les musées ne peuvent absolument pas assumer statutairement de tels objectifs politiques, indépendamment des contextes dans lesquels ils évoluent, et des cadres qui organisent leur action.

Il faut ici souligner que les dynamiques mises en avant par cette définition existent déjà mais sont défendues de manière volontariste par certains musées rarement soutenus par ailleurs : ainsi, les adjectifs "inclusif" ou "polyphonique" sont tout à fait familiers des orientations ou projets menés par la plupart des écomusées et musées de société.

Comme en témoigne le récent séminaire franco-québécois animé par l'OCIM en mai dernier à Montréal, la notion d'inclusion y est interrogée du point de vue de la politique des publics, de leur projet de diffusion culturelle et scientifique, de leur politique managériale mais aussi et de leur modèle économique. L'ouvrage « le musée participatif : l'ambition des écomusée » issu des réflexions de la FEMS va jusqu'à prôner l'inclusion des habitants dans la conception des établissements et de leurs actions. Depuis une vingtaine d'années, de nombreuses initiatives visant à inclure et laisser la place à différents publics dans les musées, sont à l'œuvre dans les musées de notre réseau. Quant au récit que proposent nos musées, ils s'inscrivent justement dans le principe d'expertises partagées et d'ouverture vers les communautés, les habitants. Cette polyphonie est la condition même d'un processus de patrimonialisation ouvert, co-construit.

A contrario, on voit difficilement les grands musées, enrôlés dans des politiques de développement touristique pouvoir sérieusement incarner cette définition, sauf en créant des services un peu périphériques, destinés à créer de la communication plus qu'à structurer leur fonctionnement tout entier autour des éléments de la nouvelle définition. Or, même si ces musées ne sont pas ceux dont nous nous sentons les plus proches, ils ont leur place dans la diversité des institutions et ne doivent pas en être exclus.

La définition du musée, elle aussi, doit être inclusive et nous rassembler plutôt que nous diviser.

On voit également assez mal comment les missions historiques de conservation et de transmission ("le musée acquiert, conserve, expose, transmet"), extrêmement structurantes et qui ont forgé des équilibres qu'il faut sans cesse entretenir, pourraient soudain être mis au second plan au nom d'une définition qui nierait ce que sont et font objectivement les musées existants.

Cette définition risquerait de faire rapidement apparaître comme vides et décevants toutes les belles notions affichées, et donc de détruire leur portée réelle.



Des lieux de projets plutôt que des lieux de démocratisation ?

De même, nous ne voyons pas pourquoi les musées seraient des lieux de démocratisation, ce qui signifie qu'ils seraient là pour apporter ce qui n'est pas encore existant.

Il nous semble que la définition de la FEMS, qui affirme que le musée est un lieu de projet, est plus intéressante que celle-ci qui dit que c'est un "lieu qui reconnaît et aborde les conflits et les défis".

Pourquoi en effet mettre en avant le fait que le musée est un lieu "reconnaissant et abordant les conflits et les défis du présent", car on pourrait tout aussi bien dire qu'il exprime la fraternité et l'entretien quotidien de ce qui fait la vie des populations et des sociétés, en se référant par exemple à l'éthique du care et non uniquement aux défis, à la conflictualité etc.

Il nous apparaît que plutôt que de conserver "des mémoires diverses", ce qui postule un choix et donc une sélection, il faudrait conserver "toutes les mémoires", même si c'est un peu utopique, mais la définition évolutive de GHR n'était-elle pas utopique et, de ce fait, heuristique ?

De même les musées, dans leur très grande diversité, doivent travailler pour toutes les communautés et non "diverses communautés".

Il faut que l'égalité des droits et accès soit pour tous les citoyens et non pour tous les peuples, ce qui au bout du compte rend un peu abstrait la caractérisation des populations et des publics.

Dans le même esprit, est-ce la compréhension du monde ou celle du territoire à laquelle il faut œuvrer? Le monde nous semble trop vaste et flou. Le musée se construit sur un territoire, qui en fait sa propre singularité.

Par ailleurs, le terme "améliorer" apparaît un peu surplombant car il postule qu'il faut guider les gens et non élaborer avec eux la compréhension des sujets saisis. Les petites communautés territoriales ont aussi des musées participatifs qui n'ont pas la prétention de démocratiser mais d'être au service de la population (et de ce fait dans des démarches de démocratie participative), et qui agissent très concrètement non pas pour « le monde » mais dans des territoires précis. Ils ne sont pas les brouillons ou les signes d'autre chose, ce à quoi risque de les renvoyer la définition.





Ainsi, en relisant la définition proposée, on ne peut que souhaiter de parvenir à une nouvelle définition, qui soit à la fois simple et consensuelle. Nous pensons qu'il faut se donner encore du temps et y travailler collégialement.

Ce texte, ainsi que notre définition actuelle des écomusées et musées de société ¹ constituent notre contribution actuelle à ce travail auquel la FEMS et ses membres sont prêts à participer.

Nous aimerions échanger sur des notions et principes telles que : le musée est un espace ouvert et permanent ; le musée associe des acteurs et des agents (quel que soit le nom donné à ces ensembles, qui pourraient être salariés et bénévoles) ; le musée constitue, conserve et diffuse les patrimoines naturels, culturels, matériels et immatériels ; le musée est un processus qui postule que les Hommes et les projets peuvent changer en fonction des évolutions du territoire.

Les projets communs sont construits et mis en œuvre par des agents et des acteurs avec le soutien actif des élus. Ces projets prennent appui sur les patrimoines naturels, culturels, matériels et immatériels pour développer le territoire et ses activités. Ces patrimoines s'épanouissent grâce aux activités de recherche et de médiation.

Ces projets permettent de maintenir et de générer du lien entre les populations, mais aussi de collecter, de conserver et de partager les patrimoines. Ces projets requièrent des moyens humains, matériels et financiers. Leur concrétisation peut prendre des formes multiples allant d'outils de médiation, de communication ou de diffusion à des réalisations économiques.

L'écomusée est un processus ; les Hommes et les projets peuvent changer en fonction des évolutions du territoire.

¹ L'écomusée est un espace public, il réunit des hommes et des femmes autour de projets communs pour le territoire et ses habitants. Cet espace ouvert et permanent met en débat les questions liées à l'évolution de la société, et est investi par des publics : acteurs (bénévoles), agents (salariés), visiteurs, membres d'une communauté territoriale ou professionnelle.